

Avant-projet de décret du portant assentiment à l'accord de coopération du entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions de la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Environnement,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de l'Environnement sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions de la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE.

Namur, le

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,


Céline TELLIER

Avant-projet de décret du portant assentiment à l'accord de coopération du ... 2019 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions de la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE

EXPOSÉ DES MOTIFS

1 La Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (LRTAP) et le Protocole de Göteborg

Les problèmes posés par la pollution atmosphérique transfrontalière ont donné lieu en 1979, à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (LRTAP - *Long Range Transboundary Air Pollution*) au sein de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE - *United Nations Economic Commission for Europe*). L'Union européenne et ses Etats membres, les Etats-Unis, le Canada, la Norvège, la Suisse et de nombreuses anciennes républiques soviétiques, notamment, sont parties à la convention. Depuis lors, les activités des organes de la convention ont donné naissance à huit protocoles, lesquels sont tous entrés en vigueur et ont tous été ratifiés par la Belgique.

Le protocole le plus récent est le protocole relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique qui a été signé à Göteborg en 1999 - ci-après dénommé le protocole de Göteborg. Il fixe des plafonds d'émissions pour les oxydes d'azote (NO_x), le dioxyde de soufre (SO₂), les composés organiques volatils non méthanique (COVM) et l'ammoniac (NH₃) ainsi que des valeurs limites d'émissions pour ces polluants provenant de différentes sources. Ce protocole a été amendé en 2012 pour y intégrer, notamment, des objectifs de réduction d'émissions applicables à partir de 2020.

La répartition des efforts déployés pour atteindre les plafonds d'émission fixés par le protocole de Göteborg amendé, qui seront en vigueur à partir de 2020, fait l'objet d'un accord de coopération¹. Les procédures d'assentiment relatives à cet accord sont actuellement en cours au sein des différentes entités (Régions et Fédéral).

2 La nouvelle directive NEC

Après la révision du protocole de Göteborg, une nouvelle directive 2016/2284/EU sur la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques a été adoptée le 14 décembre 2016. Elle remplace la directive 2001/81/CE sur les plafonds nationaux d'émission (NEC) et fixe des plafonds aux horizons 2020 et 2030. Cette directive est entrée

¹ Accord de coopération du 7 septembre 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, avec annexes, signés à Göteborg le 30 novembre 1999, tels que modifiés le 4 mai 2012 à Genève.

en vigueur le 31 décembre 2016 et devait être transposée par les Etats membres pour le 1er juillet 2018 au plus tard. Elle a été transposée par les trois Régions².

Pour la Région wallonne elle a été transposée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 relatif à la réduction des émissions de certains polluants atmosphériques.

Cette nouvelle directive NEC (ci-après, dénommée « DNEC ») fixe des objectifs de réduction d'émissions par Etat membre pour cinq polluants : les oxydes de soufre (SO_x), les oxydes d'azote (NO_x), les composés organiques volatils à l'exclusion du méthane (COVNM), l'ammoniac (NH₃) et les particules fines d'un diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 2,5 µm (PM_{2,5}).

La DNEC comprend des objectifs pour deux périodes. Une première série d'objectifs est applicable à partir de 2020 et une seconde série, à partir de 2030. Pour la période antérieure à 2020, les plafonds d'émissions de la Directive 2001/81/CE restent d'application. Les objectifs de réduction fixés par la DNEC sont exprimés sous forme de pourcentage de réduction par rapport à l'année de référence 2005. Ceux applicables à partir de 2020 sont issus du Protocole de Göteborg amendé et sont donc transposés via l'accord de coopération précité. Ils ne doivent donc pas figurer dans un nouvel accord de coopération. Par contre, un nouvel accord de coopération est nécessaire pour répartir les objectifs applicables à partir de 2030. Tel est l'objet du présent accord de coopération.

La DNEC impose par ailleurs aux Etats membres d'élaborer un programme de réduction des émissions permettant d'atteindre ces objectifs et de réaliser des projections des émissions en fonction des mesures envisagées, de dresser annuellement un inventaire des émissions de divers polluants listés à l'annexe 1 de la directive, de surveiller l'impact de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes et de faire un rapport sur l'ensemble de ces points. Tous ces points font l'objet de l'arrêté du Gouvernement wallon précité du 11 avril 2019.

3 Le présent accord de coopération

Le 4 mai 2017, les plafonds belges d'émissions fixés par la DNEC à l'horizon 2030 ont été répartis entre les Régions en Conférence interministérielle de l'environnement (CIE). Il a été décidé en même temps de garantir la sécurité juridique de cette répartition au moyen d'un accord de coopération.

Les objectifs de réduction d'émissions qui figurent dans la DNEC sont plus stricts que les plafonds d'émissions en vigueur depuis 2010 et exigent dès lors des efforts complémentaires de la part des trois Régions et du fédéral. Les efforts des Régions portent sur le respect des plafonds d'émissions par la prise de mesures adéquates dans leur champ de compétence,

² Pour la Région flamande, elle a été transposée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 2017 modifiant diverses dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement et modifiant l'article 3.7.10.2 du titre III du VLAREM du 16 mai 2014. Pour la Région bruxelloise, elle a été transposée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 janvier 2019 fixant des plafonds d'émission pour certains polluants atmosphériques.

laissées à leur libre appréciation. Les efforts du fédéral, quant à eux, portent sur des mesures spécifiques relevant de sa compétence définie dans l'accord de coopération, en vue de soutenir les politiques régionales menées pour atteindre les plafonds d'émissions. Les Régions ont donc une obligation de résultat (le respect des plafonds) tandis que le fédéral a une obligation de moyen (mettre en œuvre les mesures spécifiques prévues par l'accord) afin de contribuer au respect des plafonds belges.

Dans la mesure où la DNEC imposait aux Etats membres de réaliser un Programme national de réduction des polluants visés pour le 1^{er} avril 2019, l'article 15 de l'accord de coopération a fixé un calendrier pour les contributions régionales et de l'autorité fédérale à la réalisation de ce programme belge en vue de sa transmission à la Commission européenne.

L'inventaire d'émissions, l'élaboration de projections d'émissions et le monitoring de l'impact de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes sont des compétences purement régionales. Dans la DNEC, ces obligations sont alignées dans une large mesure sur les obligations du Protocole de Göteborg sous la convention LRTAP, tant au niveau du contenu que du timing. Les informations issues de ces inventaires, projections et surveillance de l'impact des émissions doivent être compilées au niveau belge avant de pouvoir être communiquées à la Commission européenne. Le présent accord de coopération définit les modalités de cette compilation.

Par ailleurs, le présent accord de coopération transpose les dispositions suivantes de la DNEC qui nécessitent d'être décidées et réalisées au niveau belge : le recours aux mécanismes de flexibilité lors de l'évaluation du respect des objectifs de réduction (DNEC, article 5), et la mise à disposition de données nationales (DNEC, article 14.1).

Lors de sa réunion du 3 mai 2019, la CIEE a approuvé le projet d'accord de coopération. Le 18 décembre 2019, le Comité de Concertation a marqué son accord sur celui-ci.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 1er définit un certain nombre de termes qui apparaissent dans l'accord de coopération.

L'article 2 définit l'objectif de l'accord de coopération : la répartition des efforts pour atteindre les plafonds d'émissions de la DNEC et les modalités d'accomplissement des différentes obligations prévues par celle-ci.

L'article 3 comprend les plafonds d'émission relatifs, applicables à l'Etat belge à partir de 2030, définis à l'article 4.1 de la DNEC, ainsi que les plafonds absolus qui y correspondent, sur la base des inventaires d'émissions belges les plus récents au moment de l'adoption de la DNEC (inventaires soumis en 2016).

Ces plafonds sont applicables à toutes les émissions des polluants concernés, quelles que soient leurs sources - sources mobiles (transports) ou sources stationnaires.

L'**article 4** répartit entre les Régions les plafonds d'émissions absolus applicables à l'Etat belge (§1er). Pour le secteur du transport, ces plafonds sont calculés sur la base des quantités de carburant vendues (§2).

Conformément à ce qui est prévu dans la DNEC, l'**article 5** impose qu'à partir de 2025, la réduction des émissions des polluants visés par la DNEC suit une trajectoire de réduction linéaire qui a, pour point de départ, en 2020, les plafonds absolus d'émissions visés par l'article 4, §1^{er}, de l'accord de coopération relatif au protocole de Göteborg amendé et, comme point d'arrivée, en 2030, les plafonds d'émissions absolus visés par l'article 4.

L'**article 6** impose aux Régions de prendre les mesures nécessaires pour respecter leurs plafonds d'émissions.

L'**article 7** traite de l'inventaire des émissions et des grandes sources ponctuelles d'émissions, des projections des émissions et des obligations de rapportage.

Conformément à l'**article 8**, une Région dont l'inventaire d'émissions subit un changement important, doit en informer les autres Régions, ce changement pouvant avoir un impact sur le respect ou non des plafonds d'émissions nationaux.

L'**article 9** contient une formule qui modifie les plafonds régionaux absolus visés à l'article 4 en cas de modification, par une Région, de ses données d'émissions de 2005 ayant un impact sur les plafonds belges absolus d'émissions visés à l'article 3. Comme les plafonds d'émission belges fixés par la DNEC sont exprimés en termes de pourcentage par rapport aux émissions belges de 2005, une telle modification aura nécessairement un impact sur la quantité d'émissions maximale que l'Etat belge peut émettre en vertu de ces plafonds relatifs. En d'autres termes, en cas de modification des données d'émissions de 2005 postérieure à l'adoption de la DNEC, les plafonds d'émissions absolus belges mentionnés à l'article 3 de l'accord de coopération ne correspondront plus aux plafonds d'émissions relatifs à respecter par la Belgique en vertu de la DNEC. La formule de l'article 9 garantit que la somme des plafonds absolus régionaux continue à correspondre à l'objectif national dans ces circonstances.

L'**article 10** décrit la procédure à suivre lorsqu'une Région ne respecte pas ses plafonds d'émissions. Il décrit également la procédure à suivre, lorsque, dans cette hypothèse, la Région concernée souhaite recourir aux mécanismes de flexibilité prévus par la DNEC.

Un de ces mécanismes de flexibilité permet d'ajuster l'inventaire d'émission pour l'évaluation du respect des plafonds émissions, lorsqu'une des conditions suivantes est remplie :

- L'inventaire d'émissions comporte des catégories qui n'étaient pas encore connues au moment où le plafond d'émission a été fixé ;
- des facteurs d'émission ont profondément changé par rapport au moment où les plafonds d'émission ont été fixés ;
- la méthodologie pour calculer les émissions a été modifiée par rapport au moment où les plafonds d'émissions ont été fixés, avec un impact important sur les émissions calculées.

Les critères d'application de l'ensemble des mécanismes de flexibilité sont précisés aux **annexes I et II** de l'accord de coopération. Ces annexes correspondent à l'article 5 et à l'annexe IV, partie 2 de la DNEC.

Chaque Région est tenue de prendre les mesures nécessaires pour éviter un dépassement de ses plafonds d'émissions. Toutefois, si malgré ces mesures, une Région dépasse tout de même ses plafonds d'émissions, elle vérifie si ce dépassement peut être compensé au sein de l'Etat belge sans dépasser le plafond belge. Si c'est le cas, la Région concernée a pour seule obligation d'en informer les autres Régions et l'Etat fédéral. Par contre, si le dépassement du plafond régional entraîne également un dépassement du plafond belge, la Région qui a dépassé son plafond doit examiner si ce dépassement permet de faire appel aux mécanismes de flexibilité prévus dans la DNEC et doit présenter – pour approbation- au CCPIE une proposition d'approche pour gérer ce dépassement, avec recours ou non aux mécanismes de flexibilité. Si elle n'utilise pas ces mécanismes, la Région concernée est tenue de mettre en œuvre dès que possible des mesures de réduction supplémentaires. À défaut pour la Région de mettre en œuvre ces mesures, elle sera tenue pour responsable du dépassement du plafond belge.

Les **articles 11 et 12** concernent la surveillance des incidences de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes et fixent une procédure pour veiller à ce que la Belgique réponde à ses obligations dans les délais. Il est fait référence à cet égard aux dispositions de la DNEC.

L'**article 13** impose aux Régions de mettre à la disposition de l'autorité fédérale les informations en leur possession qui sont nécessaires à l'évaluation de la faisabilité des mesures que cette autorité envisage de mettre en œuvre pour respecter ses engagements provenant du présent accord de coopération, lorsque celle-ci en fait la demande.

L'**article 14, §1^{er}**, prévoit, en termes généraux, le principe selon lequel il appartient à l'autorité fédérale de prendre des mesures, en concertation avec les Régions, pour contribuer à la réduction des émissions de SO₂, NO_x, PM_{2,5}, COVNM et NH₃. L'**article 14, §§2 et 3**, énumère certaines mesures, non exhaustives, à prendre par l'autorité fédérale pour répondre à l'obligation décrite à l'article 14, §1^{er}.

Dans le cadre de cet accord de coopération, l'autorité fédérale prévoit essentiellement des analyses et études afin de définir ultérieurement des mesures plus porteuses, contribuant à l'effort des Régions et répondant à un rapport du Sénat de Belgique sur l'amélioration de la qualité de l'air en vue de promouvoir la santé publique.³

L'**article 15** porte sur l'élaboration du programme national de réduction des émissions imposé par la DNEC. Il indique le calendrier à respecter pour la transmission de la contribution de l'autorité fédérale et des Régions au CCPIE. Il confie à ce dernier la tâche de compiler ces informations. Pour le contenu du programme, il est fait référence aux dispositions pertinentes de la DNEC et au format imposé par la Commission européenne dans sa décision d'exécution 2018/1522.

³ <https://www.senate.be/www/?MIval=/dossier&LEG=6&NR=391&LANG=nl>

Tous les quatre ans, le programme national de réduction doit être mis à jour. L'**article 16** fixe la procédure à suivre et le calendrier à respecter pour opérer cette mise à jour.

L'**article 17** impose par ailleurs la mise à jour de ce programme de réduction lorsqu'il ressort des inventaires ou des projections d'émissions que les mesures qu'il contient sont insuffisantes pour garantir le respect des plafonds belges d'émission ou lorsqu'une Région a dépassé ses plafonds d'émission et qu'elle ne fait pas appel aux mécanismes de flexibilité prévu par la DNEC.

En vertu de l'**article 18**, chaque partie doit publier sa contribution au programme de réduction, ainsi que le programme de réduction belge compilé sur un site Internet accessible au public.

L'**article 19** porte sur le suivi des obligations dans le cadre de cet accord de coopération. En ce qui concerne le respect des plafonds d'émission régionaux, ce suivi est assuré par le biais des inventaires d'émission régionaux qui constituent la base du rapportage national d'émission.

L'**article 20** règle la gestion des litiges.

L'**article 21** précise que l'accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée, avec possibilité de le résilier moyennant un délai de préavis de 12 mois.

L'**article 22** concerne la publication de l'accord de coopération au Moniteur belge.

Accord de coopération du 24 avril 2020 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions de la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE	Samenwerkingsakkoord van 24 april 2020 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de uitvoering van een aantal bepalingen van Richtlijn 2016/2284 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de vermindering van de nationale emissies van bepaalde luchtverontreinigende stoffen, tot wijziging van Richtlijn 2003/35/EG en tot intrekking van Richtlijn 2001/81/EG
Vu l'article 39 de la Constitution ;	Gelet op artikel 39 van de Grondwet;
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, §1 ^{er} , II, 1°, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, ainsi que la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat, et l'article 92bis, §1 ^{er} , inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et la loi spéciale du 6 janvier 2014 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;	Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, artikel 6, §1, II, 1°, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993 en de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming en artikel 92bis, §1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 en de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;
Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 4 et 42, modifiés par les lois spéciales du 16 juillet 1993 et du 27 mars 2006, la loi spéciale du 6 janvier 2014 modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, en exécution des articles 118 et 123 de la Constitution, la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat et la loi spéciale du 6 janvier 2014 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;	Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikelen 4 en 42, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en van 27 maart 2006, de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, ter uitvoering van de artikelen 118 en 123 van de Grondwet, de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming en de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Considérant que la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE (ci-après dénommée « la Directive ») fixe les engagements de la Belgique de réduction des émissions de certains polluants atmosphériques, aux horizons 2020 et 2030 ; qu'elle impose par ailleurs la réalisation d'inventaires et de projections d'émissions, ainsi que l'établissement et la mise en œuvre d'un programme national de lutte contre la pollution atmosphérique et le monitoring de l'impact de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes et le rapportage de ces aspects ;	Overwegende dat Richtlijn 2016/2284 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de vermindering van de nationale emissies van bepaalde luchtverontreinigende stoffen, tot wijziging van Richtlijn 2003/35/EG en tot intrekking van Richtlijn 2001/81/EG (hierna "de Richtlijn" genoemd) de Belgische emissiereductiedoelstellingen vastlegt voor bepaalde luchtverontreinigende stoffen, vanaf 2020 en vanaf 2030; dat de Richtlijn ook het opstellen van emissie-inventarissen en emissieprognoses oplegt, evenals het opstellen en invoeren van een nationaal programma ter bestrijding van luchtverontreiniging en monitoring van de impact van luchtverontreiniging op ecosystemen en de rapportering van deze zaken;
Considérant que, le 4 mai 2017, la Conférence interministérielle de l'Environnement a réparti entre les Régions l'engagement belge de réduction des émissions fixé par la Directive à partir de 2030 ;	Overwegende dat de Interministeriële Conferentie Leefmilieu op 4 mei 2017 de Belgische emissiereductiedoelstellingen, door de Richtlijn vastgelegd vanaf 2030, heeft verdeeld over de Gewesten;
Considérant que les compétences concernant la politique relative à l'environnement ont été attribuées en grande partie aux Régions ; que l'établissement des inventaires d'émissions est également une compétence régionale ; que l'élaboration de normes de produit est cependant une compétence fédérale ;	Overwegende dat de bevoegdheden met betrekking tot beleid rond leefmilieu grotendeels aan de Gewesten zijn toegekend; dat ook het opstellen van emissie-inventarissen een gewestelijke bevoegdheid is; dat het uitwerken van productnormen evenwel een federale bevoegdheid is;
Considérant que différentes impositions de la Directive proviennent du protocole de Göteborg relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, et ses annexes, à la Convention LRTAP (convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance), tel qu'il a été amendé le 4 mai 2012; qu'il s'agit notamment des engagements de réduction des émissions imposées par la Directive 2016/2284 à partir de 2020; qu'un accord de coopération a été conclu pour garantir la bonne exécution de ce protocole amendé (accord de coopération du XXXX entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue	Overwegende dat verscheidene bepalingen van de Richtlijn zijn overgenomen uit het protocol van Göteborg ter bestrijding van verzuring, eutrofiëring en ozon op leefniveau, en zijn bijlagen bij het LRTAP-verdrag (verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand), zoals geamendeerd op 4 mei 2012; dat het voornamelijk de emissiereductiedoelstellingen betreft die door Richtlijn 2016/2284 worden opgelegd vanaf 2020; dat een samenwerkingsakkoord werd opgemaakt om de correcte uitvoering van dat geamendeerde protocol te garanderen (samenwerkingsakkoord van XXXX tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de uitvoering van sommige bepalingen van het

distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, avec annexes, signé à Göteborg le 30 novembre 1999, tels que modifié le 4 mai 2012 à Genève) ;	Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, ter bestrijding van verzuring, eutrofiëring en ozon op leefniveau, met bijlagen, ondertekend in Göteborg op 30 november 1999, zoals gewijzigd op 4 mei 2012 te Genève);
Considérant que les engagements de réduction des émissions fixés par la Directive à partir de 2030, ainsi que d'autres dispositions de celle-ci, vont plus loin que ce qui est prévu dans le protocole de Göteborg amendé ; que la Directive prévoit par ailleurs des obligations de rapportage spécifiques ;	Overwegende dat de door de Richtlijn opgelegde emissiereductiedoelstellingen vanaf 2030, alsook diverse andere bepalingen hieruit, verder gaan dan wat is voorzien in het geamendeerde protocol van Göteborg; dat de Richtlijn bovendien specifieke rapporteringsverplichtingen voorziet;
Considérant que le respect, par la Belgique, des engagements de réduction fixés par la Directive nécessite que l'Autorité fédérale et les Régions s'accordent ensemble sur les initiatives politiques et les mesures visant à réduire les émissions des différents polluants atmosphériques visés ; que tel est l'objet du présent accord de coopération ;	Overwegende dat het naleven door België van de emissiereductiedoelstellingen opgelegd door de Richtlijn het nodig maakt dat de federale overheid en de Gewesten samen akkoord gaan over de beleidsinitiatieven en maatregelen die genomen worden om de uitstoot van de verschillende luchtverontreinigende stoffen die de Richtlijn viseert te verminderen; dat dit het voorwerp is van het voorliggende samenwerkingsakkoord;
L'État fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre et de la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable;	De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister en de Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling;
La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre de la Justice et de l'Application de la loi, de l'Environnement, de l'Energie et du Tourisme ;	Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-Président en de Minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme;
La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre de l'Environnement de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal ;	Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-Président en de Minister van Natuur, Bos, Ruraliteit en Dierenwelzijn;
La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre chargée de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative ;	Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in de persoon van haar Minister-Président en de Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie;

ONT CONVENU CE QUI SUIT :	KWAMEN HET VOLGENDE OVEREEN:
Chapitre Ier - Objectifs et définitions	Hoofdstuk I – Doelstellingen en definities
Article 1er. Dans le présent accord de coopération, on entend par :	Artikel 1. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:
1° la Directive : la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE ;	1° de Richtlijn: Richtlijn 2016/2284 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de vermindering van de nationale emissies van bepaalde luchtverontreinigende stoffen, tot wijziging van Richtlijn 2003/35/EG en tot intrekking van Richtlijn 2001/81/EG;
2° partie : partie à cet accord de coopération, à savoir l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ;	2° partij: partij bij dit samenwerkingsakkoord, met name de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
3° plafond d'émissions : la quantité maximale d'un polluant qui peut être émise par année calendaire ;	3° emissieplafond: de maximale hoeveelheid van een pollutant die per kalenderjaar mag worden uitgestoten;
4° SO _x : tous les composés soufrés exprimés en dioxyde de soufre, y compris le trioxyde de soufre (SO ₃), l'acide sulfurique (H ₂ SO ₄), et les composés soufrés réduits, tels que l'hydrogène sulfuré (H ₂ S), les mercaptans et le sulfure de diméthyle ;	4° SO _x : alle zwavelverbindingen, uitgedrukt als zwaveldioxide, waaronder zwaveltrioxide (SO ₃), zwavelzuur (H ₂ SO ₄) en gereduceerde zwavelverbindingen zoals zwavelwaterstof (H ₂ S), mercaptanen en dimethylsulfide;
5° NO _x : le monoxyde d'azote et le dioxyde d'azote, exprimés en dioxyde d'azote ;	5° NO _x : stikstofmonoxide en stikstofdioxide, uitgedrukt als stikstofdioxide;
6° COVNM : tous les composés organiques autres que le méthane, qui sont capables de produire des oxydants photochimiques par réaction avec des oxydes d'azote sous l'effet du rayonnement solaire ;	6° NMVOS: alle organische verbindingen met uitzondering van methaan die fotochemische oxidatiemiddelen kunnen vormen door reactie met stikstofoxiden in aanwezigheid van zonlicht;
7° PM _{2,5} : les particules d'un diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 2,5 micromètres ;	7° PM _{2,5} : deeltjes met een aerodynamische diameter gelijk aan of kleiner dan 2,5 µm;
8° polluants : les polluants visés par les obligations de réduction d'émission de la Directive (SO _x , NO _x , COVNM, PM _{2,5} et NH ₃) ;	8° pollutanten: de verontreinigende stoffen waarvoor in de Richtlijn emissiereductieverplichtingen zijn vastgesteld (SO _x , NO _x , NMVOS, PM _{2,5} en NH ₃);
9° année de référence : l'année 2005 ;	9° referentiejaar: het jaar 2005;

10° mécanismes de flexibilité : les mécanismes décrits à l'annexe I, permettant d'adapter l'évaluation des objectifs dans certaines situations ;	10° flexibiliteitsmechanismen: mechanismen beschreven in bijlage I, die toelaten om de evaluatie van de doelstellingen aan te passen in bepaalde situaties;
11° accord de coopération Göteborg: l'accord de coopération du 24 avril 2020 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, avec annexes, signés à Göteborg le 30 novembre 1999, tels que modifiés le 4 mai 2012 à Genève ;	11° Göteborg-samenwerkingsakkoord: het samenwerkingsakkoord van 24 april 2020 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van een aantal bepalingen van het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, ter bestrijding van verzuring, eutrofiëring en ozon op leefniveau, met bijlagen, ondertekend in Göteborg op 30 november 1999, zoals gewijzigd op 4 mei 2012 te Genève;
12° RF : la Région flamande ;	12° VG: het Vlaams Gewest;
13° RW : la Région wallonne ;	13° WG: het Waals Gewest;
14° RBC : la Région de Bruxelles-Capitale ;	14° BHG: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
15° CELINE : la Cellule Interrégionale de l'Environnement, établie par l'article 6 de l'Accord de coopération de 18 mai 1994 entre les régions bruxelloise, flamande et wallonne en matière de surveillance des émissions atmosphériques et de structuration des données ;	15° IRCEL: de Intergewestelijke Cel voor het Leefmilieu, opgericht door artikel 6 van de Samenwerkingsovereenkomst van 18 mei 1994 tussen het Brusselse, Vlaamse en Waalse Gewest inzake het toezicht op emissies in de lucht en op de structurering van de gegevens;
16° CCPIE : le Comité de Coordination de la Politique Internationale de l'Environnement, établi par l'accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise en ce qui concerne la politique internationale en matière d'environnement ;	16° CCIM: het Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid, opgericht middels het Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het internationaal milieubeleid;
Art. 2. Le présent accord de coopération a pour objet la répartition des engagements de réduction et les modalités d'accomplissement des différentes obligations prévues par la Directive.	Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord betreft de verdeling van de reductiedoelstellingen en de modaliteiten voor het voldoen aan de verschillende bepalingen opgenomen in de Richtlijn.
Chapitre II - Plafonds d'émissions	Hoofdstuk II - Emissieplafonds
Art. 3. Les obligations de réduction d'émissions belges relatifs, applicables à partir de 2030, qui sont définis dans l'article 4.1 de la Directive	Art. 3. De relatieve Belgische emissiereductiedoelstellingen, van toepassing vanaf 2030, vastgesteld in artikel 4.1 van de

correspondent, en termes absolus, aux valeurs reprises dans le tableau suivant, calculées sur la base de l'inventaire des émissions pour l'année de référence existant à la date de 14 décembre 2016.				Richtlijn komen in absolute termen overeen met de waarden vermeld in de volgende tabel, berekend op basis van de emissie-inventaris voor het referentiejaar zoals die gekend is op datum van 14 december 2016.																																																															
<table><tr><th></th><th>Émission 2005 (kt)</th><th>Obligation de réduction d'émissions relatif à partir de 2030 (% par rapport à 2005)</th><th>Plafond d'émissions absolu à partir de 2030 (kt)</th></tr><tr><td>NO_x</td><td>304,5</td><td>59%</td><td>124,8</td></tr><tr><td>SO_x</td><td>142,6</td><td>66%</td><td>48,5</td></tr><tr><td>PM_{2,5}</td><td>36,5</td><td>39%</td><td>22,2</td></tr><tr><td>COVNM</td><td>147,7</td><td>35%</td><td>96,0</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>68,4</td><td>13%</td><td>59,5</td></tr></table>					Émission 2005 (kt)	Obligation de réduction d'émissions relatif à partir de 2030 (% par rapport à 2005)	Plafond d'émissions absolu à partir de 2030 (kt)	NO _x	304,5	59%	124,8	SO _x	142,6	66%	48,5	PM _{2,5}	36,5	39%	22,2	COVNM	147,7	35%	96,0	NH ₃	68,4	13%	59,5	<table><tr><th></th><th>Emission 2005 (kton)</th><th>Relative emissiereductie doelstelling vanaf 2030 (% t.o.v. 2005)</th><th>Absoluut emissieplafond vanaf 2030 (kton)</th></tr><tr><td>NO_x</td><td>304,5</td><td>59%</td><td>124,8</td></tr><tr><td>SO_x</td><td>142,6</td><td>66%</td><td>48,5</td></tr><tr><td>PM_{2,5}</td><td>36,5</td><td>39%</td><td>22,2</td></tr><tr><td>NMVOS</td><td>147,7</td><td>35%</td><td>96,0</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>68,4</td><td>13%</td><td>59,5</td></tr></table>					Emission 2005 (kton)	Relative emissiereductie doelstelling vanaf 2030 (% t.o.v. 2005)	Absoluut emissieplafond vanaf 2030 (kton)	NO _x	304,5	59%	124,8	SO _x	142,6	66%	48,5	PM _{2,5}	36,5	39%	22,2	NMVOS	147,7	35%	96,0	NH ₃	68,4	13%	59,5												
	Émission 2005 (kt)	Obligation de réduction d'émissions relatif à partir de 2030 (% par rapport à 2005)	Plafond d'émissions absolu à partir de 2030 (kt)																																																																
NO _x	304,5	59%	124,8																																																																
SO _x	142,6	66%	48,5																																																																
PM _{2,5}	36,5	39%	22,2																																																																
COVNM	147,7	35%	96,0																																																																
NH ₃	68,4	13%	59,5																																																																
	Emission 2005 (kton)	Relative emissiereductie doelstelling vanaf 2030 (% t.o.v. 2005)	Absoluut emissieplafond vanaf 2030 (kton)																																																																
NO _x	304,5	59%	124,8																																																																
SO _x	142,6	66%	48,5																																																																
PM _{2,5}	36,5	39%	22,2																																																																
NMVOS	147,7	35%	96,0																																																																
NH ₃	68,4	13%	59,5																																																																
Art. 4. § 1er. Les plafonds d'émissions absolus visés à l'article 3 sont répartis entre les Régions comme suit:				Art. 4. §1. De absolute emissieplafonds, vermeld in artikel 3, worden als volgt verdeeld onder de Gewesten:																																																															
<table><tr><th></th><th>RF (kt)</th><th>RW (kt)</th><th>RBC (kt)</th><th>Total (kt)</th></tr><tr><td>NO_x</td><td>71,8</td><td>49,6</td><td>3,4</td><td>124,8</td></tr><tr><td>SO_x</td><td>32,5</td><td>15,6</td><td>0,4</td><td>48,5</td></tr><tr><td>PM_{2,5}</td><td>12,9</td><td>8,8</td><td>0,5</td><td>22,2</td></tr><tr><td>COVNM</td><td>59,5</td><td>32,5</td><td>4,0</td><td>96,0</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>40,0</td><td>19,4</td><td>0,1</td><td>59,5</td></tr></table>					RF (kt)	RW (kt)	RBC (kt)	Total (kt)	NO _x	71,8	49,6	3,4	124,8	SO _x	32,5	15,6	0,4	48,5	PM _{2,5}	12,9	8,8	0,5	22,2	COVNM	59,5	32,5	4,0	96,0	NH ₃	40,0	19,4	0,1	59,5	<table><tr><th></th><th>VG (kt)</th><th>WG (kt)</th><th>BHG (kt)</th><th>Totaal (kt)</th></tr><tr><td>NO_x</td><td>71,8</td><td>49,6</td><td>3,4</td><td>124,8</td></tr><tr><td>SO_x</td><td>32,5</td><td>15,6</td><td>0,4</td><td>48,5</td></tr><tr><td>PM_{2,5}</td><td>12,9</td><td>8,8</td><td>0,5</td><td>22,2</td></tr><tr><td>NMVOS</td><td>59,5</td><td>32,5</td><td>4,0</td><td>96,0</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>40,0</td><td>19,4</td><td>0,1</td><td>59,5</td></tr></table>					VG (kt)	WG (kt)	BHG (kt)	Totaal (kt)	NO _x	71,8	49,6	3,4	124,8	SO _x	32,5	15,6	0,4	48,5	PM _{2,5}	12,9	8,8	0,5	22,2	NMVOS	59,5	32,5	4,0	96,0	NH ₃	40,0	19,4	0,1	59,5
	RF (kt)	RW (kt)	RBC (kt)	Total (kt)																																																															
NO _x	71,8	49,6	3,4	124,8																																																															
SO _x	32,5	15,6	0,4	48,5																																																															
PM _{2,5}	12,9	8,8	0,5	22,2																																																															
COVNM	59,5	32,5	4,0	96,0																																																															
NH ₃	40,0	19,4	0,1	59,5																																																															
	VG (kt)	WG (kt)	BHG (kt)	Totaal (kt)																																																															
NO _x	71,8	49,6	3,4	124,8																																																															
SO _x	32,5	15,6	0,4	48,5																																																															
PM _{2,5}	12,9	8,8	0,5	22,2																																																															
NMVOS	59,5	32,5	4,0	96,0																																																															
NH ₃	40,0	19,4	0,1	59,5																																																															
§ 2. Dans le cadre du calcul des émissions régionales des polluants, les émissions issues du transport routier se fondent sur la quantité de carburants vendus au sein de chaque Région.				§2. Bij de berekening van de gewestelijke emissies van de pollutanten, worden de emissies van het wegtransport berekend op basis van de hoeveelheid verkochte brandstof in elk gewest.																																																															
Art. 5. Chaque Région prend les mesures nécessaires pour limiter les émissions des polluants au niveau indicatif fixé, pour les années 2025 et suivantes, sur la base d'une trajectoire de réduction linéaire qui a, pour point de départ, en 2020, les plafonds d'émission absolus visés par l'article 4 de l'accord de coopération Göteborg et comme point d'arrivée, en 2030, les plafonds d'émissions absolus visés par l'article 4, §1.				Art. 5. Elk Gewest neemt de nodige maatregelen om de emissies van de pollutanten te beperken tot het voor de jaren 2025 en volgende vastgestelde indicatieve niveau bepaald door het lineaire traject dat als vertrekpunt in 2020 de absolute emissieplafonds voor 2020, vermeld in artikel 4 van het Göteborg-samenwerkingsakkoord heeft en als eindpunt in 2030 de emissieplafonds vermeld in artikel 4, §1.																																																															
Chapitre III - Obligations des Régions				Hoofdstuk III - Verplichtingen van de Gewesten																																																															
Art. 6. Chaque Région prend les mesures nécessaires pour respecter les plafonds d'émissions, fixés aux articles 4, §1er et 5, en tenant compte des articles 9 et 10.				Art. 6. Elk Gewest neemt de nodige maatregelen om de emissieplafonds, vermeld in artikel 4, §1 en 5, te respecteren, rekening houdend met artikel 9 en 10.																																																															

Art. 7. § 1er. Chaque Région établit un inventaire de ses émissions, une projection de ses émissions, un inventaire de ses émissions réparties dans l'espace, un inventaire de ses grandes sources ponctuelles ainsi qu'un rapport d'inventaire informatif, pour les polluants figurant à l'annexe I de la Directive, endéans les délais qui y sont mentionnés et fait ceci conformément à l'article 8 de la Directive.	Art. 7. §1. Elk Gewest stelt een emissie-inventaris, emissieprognoses, een ruimtelijk gedesaggregeerde emissie-inventaris, een inventaris van grote puntbronnen en een informatief inventarisrapport op voor de pollutanten vermeld in bijlage I van de Richtlijn en binnen de termijnen die hierin zijn opgenomen en doet dit in overeenstemming met artikel 8 van de Richtlijn.
§ 2. Chaque Région met à jour ses inventaires d'émissions en tenant compte des informations scientifiques et des méthodologies internationales de rapportage les plus récentes.	§2. Elk Gewest houdt zijn emissie-inventaris steeds actueel en houdt rekening met de meest recente wetenschappelijke informatie en met de meest recente internationale rapporteringsrichtlijnen.
§ 3. Chaque Région transmet à CELINE les données visées au paragraphe 1er, au plus tard deux semaines avant les dates mentionnées à l'annexe I de la Directive.	§3. Elk Gewest maakt de gegevens, vermeld in paragraaf 1, ten laatste twee weken voorafgaand aan de data vermeld in bijlage I van de Richtlijn over aan IRCEL.
§ 4. CELINE communique une compilation des informations et données visées aux paragraphes 1 et 3, à la Commission européenne et à l'Agence européenne pour l'environnement aux dates de déclaration prévues à l'annexe I de la Directive et les publie sur son site web.	§4. IRCEL maakt een compilatie van de informatie en de gegevens uit paragrafen 1 en 3 over aan de Europese Commissie en aan het Europees Milieuagentschap tegen de data vermeld in bijlage I van de Richtlijn en publiceert deze op haar website.
Art. 8. Lorsqu'une Région adapte sa méthodologie d'inventaire des émissions d'un polluant et que cette adaptation entraîne une modification importante de ses émissions totales, elle en informe les autres Régions lors de la première réunion du groupe de travail «Émissions» du CCPIE qui suit la date de l'adaptation de ses inventaires.	Art. 8. Als een Gewest zijn methodologie voor de inventarisatie van de emissies van een polluant aanpast en deze aanpassing tot een belangrijke wijziging van zijn totale emissies leidt, informeert zij de andere gewesten hierover op de eerstvolgende vergadering van de Werkgroep Emissies van het CCIM die volgt op de datum van de aanpassing van de inventaris.
Art. 9. Lorsqu'une Région révisé ses émissions de l'année de référence pour un ou plusieurs polluants et que cette révision modifie les plafonds belges d'émissions absolus visés à l'article 3, le plafond d'émission 2030 qui lui a été attribué par l'article 4 est adapté pour le ou les polluants concernés, selon la formule suivante:	Art. 9. Als een Gewest haar emissies van het referentiejaar herzielt voor één of meerdere pollutanten, en ten gevolge hiervan de absolute Belgische emissieplafonds, vermeld in artikel 3, wijzigen, wordt het absolute emissieplafond voor 2030 dat door artikel 4 aan dat gewest wordt toegekend, voor de betrokken polluent of pollutanten aangepast volgens de volgende formule:
$PL_{a,x} = PL_{a,x}^0 + (EREF_{a,x} - EREF_{a,x}^0) \times (1 - RP_x)$	$PL_{a,x} = PL_{a,x}^0 + (EREF_{a,x} - EREF_{a,x}^0) \times (1 - RP_x)$

Où :	Waarbij:																																																																						
$PL_{a,x}$: plafond d'émissions pour la Région « a » pour le polluant « x » à l'horizon 2030 (kt/an)	$PL_{a,x}$: emissieplafond voor Gewest "a" voor pollutant "x" voor 2030 (kton/jr)																																																																						
$PL_{a,x}^0$: plafond d'émissions pour la Région « a » pour le polluant « x » à l'horizon 2030, tel que fixé à l'article 4, §1 (kt/an)	$PL_{a,x}^0$: emissieplafond voor Gewest "a" voor pollutant "x" voor 2030 zoals vastgesteld in artikel 4, §1 (kt/jr)																																																																						
$EREF_{a,x}$: émissions actualisées pour l'année de référence du polluant « x » dans la Région « a » (kt/an)	$EREF_{a,x}$: geactualiseerde emissie voor het referentiejaar van pollutant "x" in Gewest "a" (kt/jr)																																																																						
$EREF_{a,x}^0$: émissions pour l'année de référence du polluant « x » dans la Région « a » telles que fixées au moment de la publication de la Directive (c'est-à-dire les émissions régionales soumises en février 2016 dans le cadre de la Convention LRTAP (kt/an)	$EREF_{a,x}^0$: emissie voor het referentiejaar van pollutant "x" in Gewest "a" zoals vastgesteld bij de publicatie van de Richtlijn (gewestelijke emissies gebruikt voor emissierapportering in het kader van het LRTAP-verdrag van februari 2016) (kt/jr)																																																																						
RP_x : plafond relatif pour le polluant « x » tel que fixé pour la Belgique à l'article 4 de la Directive (en %)	RP_x : relatief plafond voor pollutant "x" zoals vastgesteld voor België in artikel 4 van de Richtlijn (in %)																																																																						
Les valeurs pour $EREF_{a,x}^0$ et RP_x sont données dans le tableau ci-dessous. Les valeurs de $PL_{a,x}^0$ sont mentionnées à l'article 4, §1.	De waarden voor $EREF_{a,x}^0$ en RP_x worden in onderstaande tabel gegeven. De waarden van $PL_{a,x}^0$ worden vermeld in artikel 4, §1.																																																																						
<table><tr><td></td><td colspan="3">$EREF_{a,x}^0$</td><td>RP_x</td></tr><tr><td></td><td>RF</td><td>RW</td><td>RBC</td><td></td></tr><tr><td>NO_x</td><td>173,2</td><td>122,8</td><td>8,5</td><td>59%</td></tr><tr><td>SO₂</td><td>97,0</td><td>44,6</td><td>1,0</td><td>66%</td></tr><tr><td>PM_{2,5}</td><td>20,5</td><td>15,4</td><td>0,6</td><td>39%</td></tr><tr><td>COVNM</td><td>94,6</td><td>46,9</td><td>6,2</td><td>35%</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>45,5</td><td>22,8</td><td>0,1</td><td>13%</td></tr></table>		$EREF_{a,x}^0$			RP_x		RF	RW	RBC		NO _x	173,2	122,8	8,5	59%	SO ₂	97,0	44,6	1,0	66%	PM _{2,5}	20,5	15,4	0,6	39%	COVNM	94,6	46,9	6,2	35%	NH ₃	45,5	22,8	0,1	13%	<table><tr><td></td><td colspan="3">$EREF_{a,x}^0$</td><td>RP_x</td></tr><tr><td></td><td>VG</td><td>WG</td><td>BHG</td><td></td></tr><tr><td>NO_x</td><td>173,2</td><td>122,8</td><td>8,5</td><td>59%</td></tr><tr><td>SO₂</td><td>97,0</td><td>44,6</td><td>1,0</td><td>66%</td></tr><tr><td>PM_{2,5}</td><td>20,5</td><td>15,4</td><td>0,6</td><td>39%</td></tr><tr><td>NMVOS</td><td>94,6</td><td>46,9</td><td>6,2</td><td>35%</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>45,5</td><td>22,8</td><td>0,1</td><td>13%</td></tr></table>		$EREF_{a,x}^0$			RP_x		VG	WG	BHG		NO _x	173,2	122,8	8,5	59%	SO ₂	97,0	44,6	1,0	66%	PM _{2,5}	20,5	15,4	0,6	39%	NMVOS	94,6	46,9	6,2	35%	NH ₃	45,5	22,8	0,1	13%
	$EREF_{a,x}^0$			RP_x																																																																			
	RF	RW	RBC																																																																				
NO _x	173,2	122,8	8,5	59%																																																																			
SO ₂	97,0	44,6	1,0	66%																																																																			
PM _{2,5}	20,5	15,4	0,6	39%																																																																			
COVNM	94,6	46,9	6,2	35%																																																																			
NH ₃	45,5	22,8	0,1	13%																																																																			
	$EREF_{a,x}^0$			RP_x																																																																			
	VG	WG	BHG																																																																				
NO _x	173,2	122,8	8,5	59%																																																																			
SO ₂	97,0	44,6	1,0	66%																																																																			
PM _{2,5}	20,5	15,4	0,6	39%																																																																			
NMVOS	94,6	46,9	6,2	35%																																																																			
NH ₃	45,5	22,8	0,1	13%																																																																			
Art. 10. §1er. Lorsqu'une Région n'est pas en mesure de respecter un des plafonds d'émissions visés aux articles 4 et 5, pour un ou plusieurs polluants, elle en informe les autres parties, au plus tard un mois avant la date de déclaration prévue à l'annexe I de la Directive. En premier lieu, la Région concernée vérifie si ce dépassement induit un dépassement de l'obligation de réduction d'émission du ou des polluants concernés pour la Belgique. En pareil	Art. 10. §1. Als een Gewest één van zijn emissieplafonds als vermeld in artikel 4 en 5 voor één of meerdere pollutanten niet naleeft, meldt het dit, ten laatste een maand vóór datum van rapportering voorzien in bijlage I van de Richtlijn, aan de andere partijen. Het Gewest in kwestie gaat in eerste instantie na of deze overschrijding aanleiding geeft tot een overschrijding van de emissiereductieverplichting voor die pollutant of																																																																						

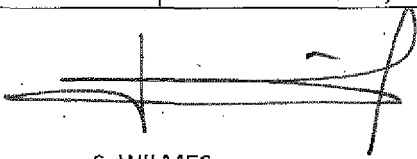
cas, la Région en cause examine ensuite si elle peut faire usage des mécanismes de flexibilité en vérifiant si elle répond à un des critères mentionnés à l'annexe I et à l'annexe II. La Région concernée élabore une proposition d'approche, faisant usage des mécanismes de flexibilité ou non, et la présente pour discussion au CCPIE. Après discussion en son sein, le CCPIE valide l'approche moyennant d'éventuelles modifications et la communique à CELINE avant le 10 février de l'année de rapportage concernée. CELINE notifie ensuite cette approche à la Commission européenne au plus tard le 15 février de l'année de rapportage concernée.	polluënten voor België. Als dat het geval is, gaat het betrokken Gewest in een volgende stap na of het in aanmerking komt om gebruik te maken van de flexibiliteitsmechanismen en meer bepaald of het voldoet aan één van de criteria als vermeld in bijlage I en bijlage II. Het Gewest in kwestie werkt een voorstel tot aanpak, al dan niet gebruik makend van de flexibiliteitsmechanismen, uit en legt deze ter bespreking voor aan het CCIM. Na bespreking binnen het CCIM, valideert het CCIM deze aanpak na eventuele aanpassingen en maakt deze vóór 10 februari van het betrokken rapporteringsjaar over aan IRCEL. IRCEL notificeert deze aanpak vervolgens aan de Europese Commissie uiterlijk op 15 februari van het betrokken rapporteringsjaar.
§2. Si le CCPIE opte pour une flexibilité prévue à l'annexe I, la Région concernée, comme mentionnée dans le §1^{er}, fait figurer dans le rapport d'inventaire de l'année concernée les informations démontrant que le recours à cette flexibilité remplit les conditions pertinentes énoncées dans les annexes I et II.	§2. Indien het CCIM ervoor kiest gebruik te maken van een vorm van flexibiliteit als bedoeld in bijlage I, zal het Gewest in kwestie, waarvan sprake in §1, in het informatief inventarisrapport voor het desbetreffende jaar de informatie opnemen die aantoonst dat het gebruik van die vorm van flexibiliteit voldoet aan de toepasselijke voorwaarden neergelegd in bijlage I en II.
Art. 11. Les Régions assurent la surveillance des incidences négatives de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes conformément à l'article 9 et à l'annexe V de la Directive.	Art. 11. De Gewesten zorgen voor een monitoring van de effecten van luchtverontreiniging op ecosystemen en doen dit in overeenstemming met artikel 9 en bijlage V van de Richtlijn.
Art. 12. § 1^{er}. Au plus tard un mois avant les échéances fixées à l'article 10, §4 de la Directive, les Régions fournissent à CELINE les informations suivantes : - l'emplacement de leurs sites de surveillance ; - leurs indicateurs de surveillance des incidences de la pollution atmosphérique associés ; - leurs données de surveillance visées à l'article 11.	Art. 12. §1. Uiterlijk één maand voor de data, vermeld in artikel 10, §4 van de Richtlijn, bezorgen de Gewesten aan IRCEL de volgende informatie: - de locatie van de meetpunten; - de bijbehorende indicatoren die gebruikt worden voor het monitoren van de effecten van luchtverontreiniging; - de monitoringgegevens, zoals bedoeld in artikel 11.
§ 2. CELINE compile les données mentionnées au paragraphe 1^{er} et les communique à la Commission européenne et à l'Agence Européenne pour l'Environnement, en respectant	§2. IRCEL compileert de gegevens vermeld in paragraaf 1 en rapporteert deze vóór de data vermeld in artikel 10, §4 van de Richtlijn aan de Europese Commissie en het Europees Milieuagentschap.

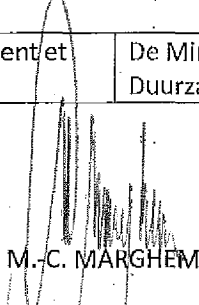
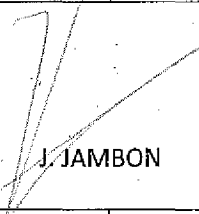
les échéances prévues à l'article 10, §4 de la Directive.	
Art. 13. A sa demande, les Régions fournissent à l'Autorité fédérale toutes les informations qui sont en leur possession et qui lui sont nécessaires pour évaluer les coûts et bénéfices des mesures qu'elle envisage d'adopter pour exécuter le présent accord.	Art. 13. Op verzoek van de federale overheid bezorgen de Gewesten haar de informatie waarover ze beschikken en die zij nodig heeft om de kosten en baten te kunnen beoordelen van de maatregelen die zij overweegt te nemen om het voorliggende akkoord uit te voeren.
Chapitre IV – Obligations de l'Autorité fédérale	Hoofdstuk IV - Verplichtingen van de federale overheid
Art. 14. § 1er. L'autorité fédérale adopte des mesures pour contribuer à la réduction des émissions des polluants SO ₂ , NO _x , PM _{2,5} , NH ₃ et COVNM.	Art. 14. §1. De federale overheid neemt maatregelen die bijdragen tot een reductie van de emissies van de pollutanten SO ₂ , NO _x , PM _{2,5} , NH ₃ en NMVOS.
§ 2. En exécution du paragraphe 1, l'autorité fédérale prend notamment les mesures suivantes :	§2. In uitvoering van paragraaf 1 neemt de federale overheid onder meer de volgende maatregelen:
1. Le renforcement de la surveillance du marché, notamment en ce qui concerne le respect des normes relatives aux : a. engins mobiles non routier, b. machines, c. carburants et combustibles, d. appareils de chauffage;	1. Het markttoezicht versterken, specifiek voor wat betreft de naleving van de productnormen inzake: a. niet voor de weg bestemde mobiele machines, b. machines, c. brandstoffen, d. verwarmingstoestellen;
2. Le développement de la surveillance du marché de seconde main pour les appareils de chauffage ;	2. Het markttoezicht ontwikkelen voor de tweedehandsverkoop van verwarmingstoestellen;
3. L'interdiction de la mise sur le marché d'appareils pour les particuliers destinés à brûler des déchets à l'extérieur, y compris des déchets verts de jardin ;	3. Een verbod instellen op de verkoop van toestellen voor particulieren voor de verbranding van afval, inclusief tuinafval, in de openlucht;
4. Une évaluation de la législation fédérale relative aux appareils de chauffage et aux combustibles pour le chauffage résidentiel et tertiaire et, si nécessaire, dans le respect des règles du marché unique, un renforcement de la législation belge y relative ;	4. De federale wetgeving over verwarmingstoestellen en brandstoffen voor residentiële en tertiaire verwarming evalueren en, indien nodig, binnen de regels van de eenheidsmarkt, de Belgische wetgeving ter zake versterken;
5. La définition de critères de qualité portant notamment sur le degré d'humidité ou l'établissement d'une norme ou d'un label de	5. Kwaliteitscriteria voor onder meer de vochtigheidsgraad vaststellen of een productnorm of kwaliteitslabel voor vaste

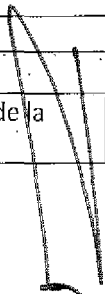
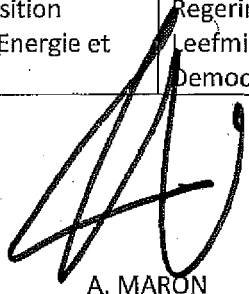
qualité pour les combustibles solides issus de la biomasse vendus en circuit commercial, en collaboration avec les Régions ;	brandstoffen uit biomassa die in het commerciële circuit worden verkocht, in samenwerking met de Gewesten;
6. Collaborer aux efforts régionaux pour favoriser le covoiturage et la co-modalité en ce qui concerne les déplacements domicile-travail dans le cadre d'une vision interfédérale de la mobilité ;	6. Bijdragen aan de gewestelijke inspanningen om autodelen en co-modaliteit te promoten voor het woon-werkverkeer in het kader van een interfederale visie op mobiliteit;
7. Fixer avec les partenaires sociaux et autres organes d'avis, les modalités pour rendre obligatoire l'indemnité vélo dans le secteur privé ;	7. de modaliteiten om de fietsvergoeding te verplichten in de privé sector vast te leggen met de sociale partners en andere adviesorganen;
8. Prendre des mesures pour continuer à diminuer la teneur en soufre dans les carburants pour les navires, tel que déjà mis en œuvre par l'Arrêté royal du 27 avril 2007 concernant la prévention de la pollution de l'atmosphère par les navires et la réduction de la teneur en soufre de certains combustibles marins ;	8. Maatregelen nemen om verder te gaan met de vermindering van het zwavelgehalte van de scheepsbrandstoffen, zoals reeds uitgevoerd door het Koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de voorkoming van luchtverontreiniging door schepen en de vermindering van het zwavelgehalte van sommige scheepsbrandstoffen;
§3 En exécution du paragraphe 1, l'autorité fédérale étudie l'adaptation du cadre fiscal et parafiscal pour promouvoir la mobilité durable et l'intermodalité, et des modes de consommation plus respectueux de la qualité de l'air. Notamment :	§3. In uitvoering van paragraaf 1, bestudeert de federale overheid het aanpassen van het fiscale en parafiscale kader aan om duurzame mobiliteit en intermodaliteit en consumptiepatronen die zorgen voor een betere luchtkwaliteit aan te moedigen. Met name:
1. Etudier des nouveaux incitants fiscaux et optimiser ceux existants pour favoriser l'utilisation de modes de transport durable ;	1. Nieuwe fiscale stimuli bestuderen en de bestaande stimuli optimaliseren om het gebruik van duurzaam vervoersmiddelen aan te moedigen;
2. Evaluer le système de l'allocation de mobilité et du budget de mobilité et adapter si nécessaire ces systèmes ainsi que celui des voitures de société ;	2. Het systeem van de mobiliteitsvergoeding en mobiliteitsbudget evalueren en indien nodig aanpassen alsook het systeem van de bedrijfswagens;
3. Evaluer le cadre fiscal actuel des véhicules salaires, et si nécessaire adapter ce cadre ;	3. Het actuele fiscaal kader van salarismotoren evalueren en indien nodig aanpassen
4. Aligner sur la définition fiscale, la définition parafiscale du transport collectif organisé afin de rendre moins restrictive l'exonération de la cotisation CO2 de solidarité ;	4. De fiscale en parafiscale definitie van georganiseerd gemeenschappelijk vervoer op elkaar afstemmen om de vrijstelling van de solidariteitsbijdrage voor CO2-uitstoot te verruimen;

Chapitre V – Programme de lutte contre la pollution atmosphérique	Hoofdstuk V – Programma ter beheersing van de luchtverontreiniging
Art. 15. § 1er. Les parties établissent ensemble un programme national de lutte contre la pollution atmosphérique, conformément à l'article 6, § 2 et à l'annexe III, partie 1, de la Directive. Ce programme respecte le format imposé par la Décision d'exécution 2018/1522 de la Commission européenne.	Art. 15. §1. De partijen stellen samen een nationaal programma ter beheersing van de luchtverontreiniging op en doen dit in overeenstemming met artikel 6, §2 en bijlage III, deel 1, van de Richtlijn. Dit programma houdt rekening met het formaat dat wordt opgelegd door Uitvoeringsbesluit 2018/1522 van de Europese Commissie.
§ 2. L'autorité fédérale transmet aux Régions et au CCPIE sa contribution au premier programme national de lutte contre la pollution atmosphérique, avant le 28 février 2019. Ces mesures contribuent aux efforts des régions pour réduire les émissions polluantes	§2. De federale overheid maakt haar bijdrage voor het eerste nationale programma ter beheersing van luchtverontreiniging vóór 28 februari 2019 over aan de gewesten en het CCIM. Die maatregelen dragen bij aan de inspanningen van de gewesten om de luchtverontreiniging te verminderen.
§ 3. Les Régions transmettent au CCPIE leur contribution au premier programme national de lutte contre la pollution atmosphérique, avant le 31 janvier 2019.	§3. De Gewesten maken hun bijdrage voor het eerste nationale programma ter beheersing van de luchtverontreiniging, vóór 31 januari 2019 over aan het CCIM.
§4. Le CCPIE compile toutes les contributions dans un programme national de lutte contre la pollution atmosphérique et communique celui-ci à la Commission européenne avant le 31 mars 2019.	§4. Het CCIM compileert alle bijdragen tot een nationaal programma ter beheersing van de luchtverontreiniging en maakt dit over aan de Europese Commissie vóór 31 maart 2019.
Art. 16. § 1er. Tous les quatre ans à partir du 1^{er} avril 2019, les parties révisent et mettent à jour leur contribution au programme national de lutte contre la pollution atmosphérique, conformément au paragraphe 2.	Art. 16. §1. Om de vier jaar vanaf 1 april 2019 herzien en actualiseren de partijen hun bijdragen aan het nationaal programma ter beheersing van de luchtverontreiniging, conform paragraaf 2.
§ 2. Afin d'assurer la mise à jour du programme national de lutte contre la pollution atmosphérique pour le 31 mars de l'année au cours de laquelle la mise à jour est attendue: - l'autorité fédérale transmet sa contribution aux Régions et au CCPIE avant le 1^{er} janvier de l'année précédant l'année de la mise à jour ; - Les Régions transmettent ensuite leur contribution au CCPIE avant le 31 janvier de l'année de la mise à jour ;	§2. Om de actualisatie van het nationaal programma ter beheersing van de luchtverontreiniging te verzekeren tegen 31 maart van het jaar waarin de actualisatie vereist is: - Maakt de federale overheid haar bijdrage over aan de Gewesten en het CCIM vóór 1 januari van het jaar voor het jaar van de actualisatie; - Maken de Gewesten vervolgens hun bijdrage over aan het CCIM vóór 31 januari van het jaar van de actualisatie;

Le CCPIE compile toutes les contributions dans un programme national de lutte contre la pollution atmosphérique et le transmet à la Commission Européenne avant le 31 mars de l'année de la mise à jour.	Compileert het CCIM alle bijdragen in een nationaal programma ter beheersing van de luchtverontreiniging en maakt dit over aan de Europese Commissie vóór 31 maart van het jaar van de actualisatie.
Art. 17. S'il ressort de l'inventaire d'émissions ou des projections d'émissions au niveau belge que la Belgique ne respecte pas ses obligations de réduction d'émissions visés aux articles 4, §1 ^{er} et 5, ou qu'un tel risque existe, pour un ou plusieurs polluants, la ou les Région(s) qui dépassent ou risquent de dépasser leur(s) plafond(s) d'émissions actualise(nt) sa (leur) contribution au programme national de lutte contre la pollution atmosphérique dans les 18 mois après la communication de cet inventaire ou de ces projections à la Commission européenne.	Art. 17. Als uit de opgestelde Belgische emissie-inventaris of emissieprognoses blijkt dat België zijn emissiereductiedoelstelling voor één of meerdere polluenten, als vermeld in artikel 4, §1 en 5 niet bereikt of als dat risico bestaat, dan actualiseren het Gewest of de Gewesten die hun emissieplafond(s) overschrijden of dreigen te overschrijden, hun bijdrage aan het nationale programma ter beheersing van de luchtverontreiniging binnen de 18 maanden na het indienen van deze emissie-inventaris of emissieprognoses bij de Europese Commissie.
Art. 18. § 1^{er}. Chaque partie publie sur un site internet accessible au public le programme national de lutte contre la pollution atmosphérique ainsi que sa contribution à ce programme.	Art. 18. §1. Elke partij publiceert op een voor het publiek toegankelijke website zowel het nationale programma ter beheersing van de luchtverontreiniging, als hun bijdrage hieraan.
Chapitre VI - Suivi et rapportage	Hoofdstuk VI – Opvolging en rapportering
Art. 19. § 1^{er}. Le suivi des obligations de réduction des émissions visés aux articles 4 et 5 est assuré par le biais des inventaires régionaux d'émissions utilisés pour le rapportage annuel des émissions à la Commission européenne qui doit être effectué avant le 15 février. Le CCPIE vérifie, lors de sa première session qui suit la date de communication des inventaires à la Commission européenne, si chaque Région a respecté ses plafonds absolus d'émissions et si les obligations belges de réduction des émissions sont respectées.	Art. 19. §1. De opvolging van de emissiereductieverplichtingen, vermeld in artikel 4 en 5, gebeurt middels de gewestelijke emissie-inventaris die gebruikt worden voor de jaarlijkse rapportering van de emissies aan de Europese Commissie die vóór 15 februari moet gebeuren. Het CCIM gaat op zijn eerste vergadering die volgt op de communicatie van de inventarissen aan de Europese Commissie na of elk Gewest zijn absolute emissieplafonds heeft nageleefd en of de Belgische emissiereductieverplichtingen zijn nageleefd.
§ 2. Chaque partie peut à tout moment demander des informations sur l'état d'avancement de l'exécution du présent accord de coopération aux autres parties, dans le cadre du CCPIE.	§2. Elke partij kan op elk moment informatie vragen over de stand van zaken met betrekking tot de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord aan de andere partijen door middel van het CCIM.
Chapitre VII - Dispositions finales	Hoofdstuk VII – Slotbepalingen
Art. 20. § 1^{er}. Des litiges éventuels entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution	Art. 20. §1. Eventuele geschillen onder de partijen over de interpretatie of de uitvoering

du présent Accord de coopération sont tranchés au sein du CCPIE ou, lorsqu'une solution ne peut y être trouvée, au sein de la Conférence interministérielle pour l'Environnement et, le cas échéant, au sein du Comité de concertation.	van dit samenwerkingsakkoord worden beslecht in het CCIM of, als daar geen oplossing wordt gevonden, in de Interministeriële Conferentie voor het Leefmilieu, en, in voorkomend geval, binnen het overlegcomité.
§ 2. Lorsqu'aucune solution n'est trouvée conformément au §1er, le litige est soumis à une juridiction, telle que visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les membres sont désignés respectivement par le Conseil des Ministres, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les frais de fonctionnement de la juridiction sont pris en charge de manière égale par les parties.	§2. Wordt er geen oplossing gevonden overeenkomstig §1, dan wordt het geschil voorgelegd aan een rechtscollege, zoals bedoeld in artikel 92bis, §§5 en 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De leden worden respectievelijk aangewezen door de ministerraad, de Vlaamse regering, de Waalse regering en de Brusselse Hoofdstedelijke regering. De werkingskosten van het rechtscollege worden gelijk ten laste genomen van de partijen.
Art. 21. Le présent Accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.	Art. 21. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten.
Chaque partie peut résilier l'Accord de coopération moyennant l'observation d'un délai de préavis de 12 mois.	Elke partij kan het samenwerkingsakkoord opzeggen mits ze een opzegtermijn van 12 maanden in acht neemt.
Art. 22. Le présent Accord de coopération est publié au Moniteur belge par les services du Premier Ministre, à la demande de la partie dont le législateur a exprimé son assentiment à l'accord en dernier. 24 AVR. 2020	Art. 22. Dit samenwerkingsakkoord wordt gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad door de diensten van de Eerste Minister, op aanvraag van de partij waarvan de wetgever als laatste zijn instemming met het akkoord heeft gegeven.
Fait à Bruxelles le [date], en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.	Opgemaakt te Brussel op [datum], in evenveel exemplaren als er partijen zijn.
Pour l'État fédéral,	Voor de Federale Staat,
Le Premier Ministre,	De Eerste Minister,
 S. WILMES	

La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,	De Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,
 M.-C. MARGHEM	
Pour la Région flamande,	Voor het Vlaamse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,	De Minister-President van de Vlaamse Regering,
 J. JAMBON	
La Ministre flamande de la Justice et de l'Application de la loi, de l'Environnement, de l'Energie et du Tourisme,	De Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,
 Z. DEMIR	
Pour la Région wallonne,	Voor het Waalse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,	De Minister-President van de Waalse Regering,
 E. DI RUPO	
La Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,	De Waalse Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Ruraliteit en Dierenwelzijn,
 C. TELLIER	

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,	Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
 R. VERVOORT	
Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative,	De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,
 A. MARON	

ANNEXE I : Mécanismes de flexibilité

1. La Belgique peut, conformément à l'annexe II ajuster les Inventaires nationaux des émissions annuelles pour le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, les composés organiques volatils non méthaniques, l'ammoniac et les particules fines lorsque l'application de méthodes améliorées d'inventaire des émissions, mises à jour conformément à l'évolution des connaissances scientifiques, est susceptible d'entraîner le non-respect de leurs engagements nationaux de réduction des émissions.

Aux fins de déterminer si les conditions pertinentes figurant à l'annexe II sont remplies, les engagements de réduction des émissions pour les années 2020 à 2029 sont considérés comme ayant été fixés le 4 mai 2012.

À partir de 2025, les conditions supplémentaires suivantes s'appliquent aux ajustements au cas où il y aurait des facteurs d'émission ou des méthodologies utilisés pour déterminer les émissions provenant de certaines catégories de sources présentant des différences significatives par rapport à ceux attendus de la mise en œuvre d'une norme ou d'une règle donnée de la législation de l'Union en matière de lutte à la source contre la pollution atmosphérique, en vertu de l'annexe II points 1 d) ii) et iii):

a) après avoir tenu compte des résultats des programmes nationaux d'inspection et d'exécution contrôlant l'efficacité de la législation de l'Union en matière de lutte à la source contre la pollution atmosphérique, la Belgique démontre que les facteurs d'émission présentant des différences significatives ne résultent pas de la mise en œuvre ou de l'exécution de cette législation au niveau national;

b) La Belgique a informé la Commission de la différence significative des facteurs d'émission, laquelle examine l'opportunité de prendre des mesures supplémentaires.

2. Si, pour une année donnée, la Belgique, en raison d'un hiver exceptionnellement froid ou d'un été exceptionnellement sec, ne peut pas respecter ses engagements de réduction des émissions, la Belgique peut s'acquitter de ces engagements en établissant la moyenne de ses émissions nationales annuelles pour l'année en question, l'année précédant l'année en question et l'année la suivant, à condition que cette moyenne n'excède pas le niveau des émissions nationales annuelles déterminé par l'engagement de réduction qu'il a pris.

3. La Belgique est réputée avoir satisfait à ses obligations au titre de l'article 4 pour une durée maximale de trois ans, si le non-respect de ses engagements de réduction des émissions pour les polluants pertinents résulte d'une interruption ou d'une perte de capacité soudaine et exceptionnelle dans le réseau de fourniture ou de production d'énergie et/ou de chaleur, qui n'aurait raisonnablement pas pu être prévue, et pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

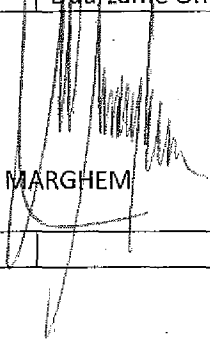
a) La Belgique a démontré que tous les efforts raisonnables, y compris la mise en œuvre de nouvelles mesures et politiques, ont été déployés pour respecter les engagements, et qu'ils continueront à l'être pour que la période de non-respect reste aussi brève que possible; et

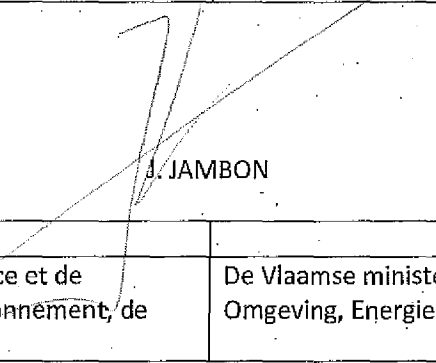
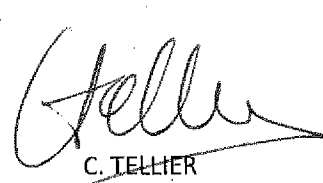
b) La Belgique a démontré que la mise en œuvre de mesures et de politiques s'ajoutant à celles visées au point a) entraînerait des coûts disproportionnés, compromettrait de manière significative la sécurité énergétique nationale ou induirait un risque substantiel de précarité énergétique pour une partie importante de la population.

4. Si la Belgique a l'intention d'appliquer le paragraphe 1, 2 ou 3, elle en informe la Commission au plus tard le 15 février de l'année de déclaration concernée. Cette information reprend les polluants et les secteurs concernés et, le cas échéant, l'ampleur de l'incidence sur les inventaires nationaux des émissions.

24 AVR. 2020

Vu pour être annexé à l'accord de coopération du (...) entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions de la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE.

Pour l'État fédéral,	Voor de Federale Staat,
Lé Premier Ministre,	De Eerste Minister,
 S. WILMES	
La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,	De Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,
 M.-C. MARGHEM	

Pour la Région flamande,	Voor het Vlaamse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,	De Minister-President van de Vlaamse Regering,
 J. JAMBON	
La Ministre flamande de la Justice et de l'Application de la loi, de l'Environnement, de l'Energie et du Tourisme,	De Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,
 Z. DEMIR	
Pour la Région wallonne,	Voor het Waalse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,	De Minister-President van de Waalse Regering,
 E. DI RUPO	
La Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,	De Waalse Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Ruraliteit en Dierenwelzijn,
 C. TELLIER	

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,	Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT	
Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative,	De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON	

BIJLAGE I: Flexibiliteitsmechanismen

1. België kan overeenkomstig bijlage II aangepaste jaarlijkse nationale emissie-inventarissen vaststellen voor zwaveldioxide, stikstofoxiden, vluchtige organische stoffen met uitzondering van methaan, ammoniak en fijnstof indien de toepassing van verbeterde en overeenkomstig de stand van de wetenschap geactualiseerde methoden voor de emissie-inventarissen zou leiden tot niet-nakoming van hun nationale emissiereductieverbintenissen.

Om te kunnen bepalen of de toepasselijke voorwaarden van bijlage II zijn vervuld, worden de emissiereductieverbintenissen voor de jaren 2020 tot en met 2029 geacht te zijn vastgesteld op 4 mei 2012.

Vanaf 2025 zijn de volgende aanvullende voorwaarden van toepassing op aanpassingen in het geval van emissiefactoren of van methoden die zijn gebruikt voor het bepalen van de emissies van specifieke broncategorieën, die aanzienlijk verschillen ten opzichte van degene die werden verwacht als gevolg van de uitvoering van een bepaalde norm of standaard in de brongerelateerde Uniewetgeving ter beheersing van de luchtverontreiniging, overeenkomstig bijlage II punt 1, onder d), ii) en iii):

- a) België toont, na rekening te hebben gehouden met de resultaten van nationale inspectie- en handhavingsprogramma's die de doeltreffendheid van de brongerelateerde Uniewetgeving ter beheersing van de luchtverontreiniging monitoren, aan dat de aanzienlijk verschillende emissiefactoren niet voortvloeien uit de binnenlandse uitvoering of handhaving van die wetgeving;

b) België heeft de Commissie op de hoogte gebracht van het aanzienlijke verschil in de emissiefactoren, die nagaat of verdere actie noodzakelijk is.

2. Indien België in een bepaald jaar door een uitzonderlijk koude winter of een uitzonderlijk droge zomer niet kan voldoen aan zijn emissiereductieverbintenissen, kan België deze verbintenissen nakomen door het gemiddelde te berekenen van zijn nationale jaarlijkse emissies voor het lopende, het voorgaande en het komende jaar, op voorwaarde dat dit gemiddelde het op grond van de reductieverbintenis van België vastgestelde nationale jaarlijkse emissieniveau niet overschrijdt.

3. België wordt geacht te voldoen aan zijn verplichtingen uit hoofde van artikel 3 gedurende ten hoogste drie jaar, indien de niet-naleving van zijn emissiereductieverbintenissen voor de betreffende verontreinigende stoffen het resultaat is van een plotselinge en uitzonderlijke onderbreking of capaciteitsverlies in het stroom- en/of warmtevoorzienings- of productiesysteem die redelijkerwijs niet kon worden voorspeld en mits de volgende voorwaarden zijn vervuld:

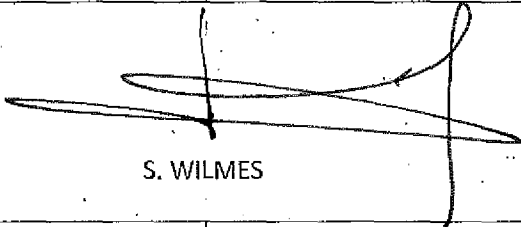
a) België heeft aangetoond dat alle redelijke inspanningen, met inbegrip van de uitvoering van nieuwe maatregelen en nieuw beleid, zijn geleverd om naleving te verzekeren, en dat die inspanningen zullen worden voortgezet om de periode van niet-naleving zo kort mogelijk te houden; en

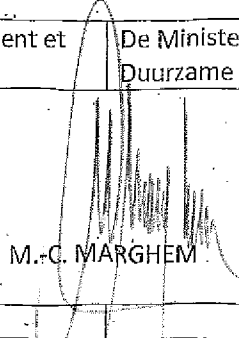
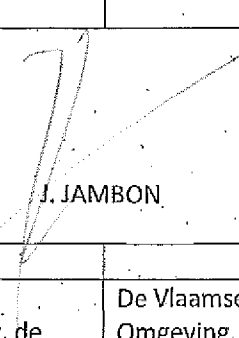
b) België heeft aangetoond dat de uitvoering van maatregelen en beleid in aanvulling op de maatregelen en het beleid die in punt a) zijn genoemd, zou leiden tot onevenredig hoge kosten, een aanzienlijk risico zou inhouden voor de nationale energiezekerheid of een aanzienlijk deel van de bevolking zou blootstellen aan een substantieel risico van energiearmoede.

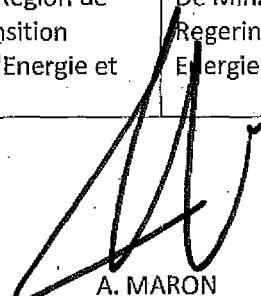
4. Als België voornemens is om lid 1, 2 of 3 toe te passen, stelt het de Commissie hiervan uiterlijk op 15 februari van het desbetreffende rapportagejaar op de hoogte. De daartoe verstrekte informatie bevat een overzicht van de verontreinigende stoffen en sectoren in kwestie en, indien beschikbaar, een beschrijving van de mate waarin de nationale emissie-inventarissen hierdoor worden beïnvloed.

24 april 2020

Gezien om gevoegd te worden bij het samenwerkingsakkoord van (...) tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de uitvoering van een aantal bepalingen van Richtlijn 2016/2284 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de vermindering van de nationale emissies van bepaalde luchtverontreinigende stoffen, tot wijziging van Richtlijn 2003/35/EG en tot intrekking van Richtlijn 2001/81/EG

Pour l'État fédéral,	Voor de Federale Staat,
Le Premier Ministre,	De Eerste Minister,
 S. WILMES	

La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,	De Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,
 M.-C. MARGHEM	
Pour la Région flamande,	Voor het Vlaamse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,	De Minister-President van de Vlaamse Regering,
 J. JAMBON	
La Ministre flamande de la Justice et de l'Application de la loi, de l'Environnement, de l'Energie et du Tourisme,	De Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,
 Z. DEMIR	
Pour la Région wallonne,	Voor het Waalse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,	De Minister-President van de Waalse Regering,
 E. DI RUPO	
La Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,	De Waalse Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Ruraliteit en Dierenwelzijn,
 C. TELLIER	

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,	Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
 R. VERVOORT	
Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative,	De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,
 A. MARON	

ANNEXE II : AJUSTEMENT DES INVENTAIRES NATIONAUX DES EMISSIONS

1. Si la Belgique propose un ajustement de son inventaire national des émissions conformément à l'article 10, elle inclut dans la proposition qu'elle présente à la Commission au moins les éléments suivants:

- a) la preuve que l'engagement ou les engagements nationaux de réduction des émissions concernés sont dépassés;
- b) la démonstration de la mesure dans laquelle l'ajustement de l'inventaire des émissions réduit le dépassement et contribue au respect du ou des engagements nationaux de réduction des émissions concernés;
- c) une estimation de la date à laquelle l'engagement ou les engagements nationaux de réduction des émissions concernés sont censés, le cas échéant, être atteints, sur la base des projections nationales des émissions en l'absence d'ajustement;
- d) la preuve que l'ajustement est compatible avec une ou plusieurs des trois circonstances suivantes. Il est possible de faire référence, le cas échéant, aux ajustements antérieurs pertinents:
 - i) dans le cas de nouvelles catégories de sources d'émission:

- la preuve que la nouvelle catégorie de sources d'émission est attestée par la littérature scientifique et/ou le guide EMEP/AEE,
- la preuve que cette catégorie de sources n'a pas été incluse dans l'inventaire national des émissions historiques concerné au moment où l'engagement de réduction des émissions a été fixé,
- la preuve que les émissions provenant d'une nouvelle catégorie de sources contribuent à empêcher la Belgique de respecter ses engagements de réduction des émissions, avec à l'appui une description détaillée de la méthode, des données et des facteurs d'émission utilisés pour parvenir à cette conclusion;

ii) dans le cas où des facteurs d'émission présentant des différences significatives ont été utilisés pour déterminer les émissions provenant de certaines catégories de sources:

- une description des facteurs d'émission initiaux, y compris une description détaillée de la base scientifique ayant servi à déterminer les facteurs d'émission,
- la preuve que les facteurs d'émission initiaux ont été utilisés pour déterminer les réductions des émissions au moment où ces réductions ont été fixées,
- une description des facteurs d'émission actualisés, y compris une description détaillée de la base scientifique ayant servi à déterminer les facteurs d'émission,
- une comparaison des estimations des émissions obtenues en utilisant les facteurs d'émission initiaux et les facteurs d'émission actualisés, démontrant que la modification des facteurs d'émission contribue à empêcher la Belgique de respecter ses engagements de réduction,
- le raisonnement suivi pour déterminer si la modification des facteurs d'émission est substantielle;

iii) dans le cas où des méthodes présentant des différences significatives ont été utilisées pour déterminer les émissions provenant de certaines catégories de sources:

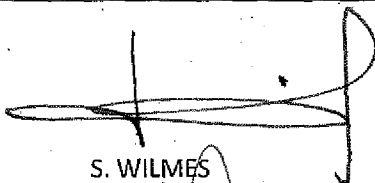
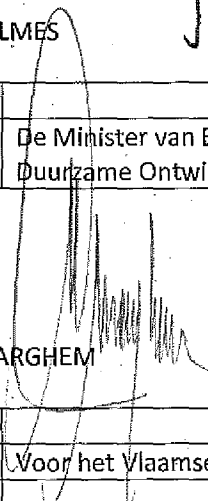
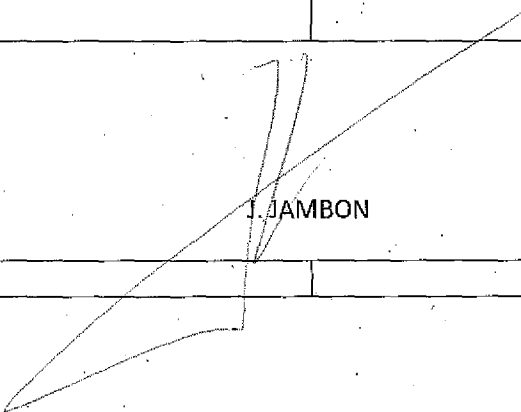
- une description de la méthode initiale utilisée, y compris une description détaillée de la base scientifique ayant servi à déterminer le facteur d'émission,
- la preuve que la méthode initiale a été utilisée pour déterminer les réductions des émissions au moment où ces réductions ont été fixées,
- une description de la méthode actualisée utilisée, y compris une description détaillée de la base scientifique ou de la référence à partir de laquelle elle a été mise au point,
- une comparaison des estimations des émissions obtenues par la méthode initiale et par la méthode actualisée, démontrant que la modification de la méthode contribue à empêcher la Belgique de respecter ses engagements en matière de réduction,
- le raisonnement suivi pour déterminer si la modification de la méthode est substantielle.

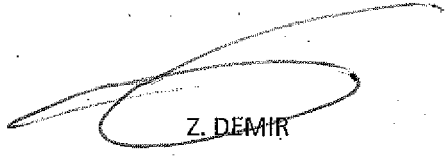
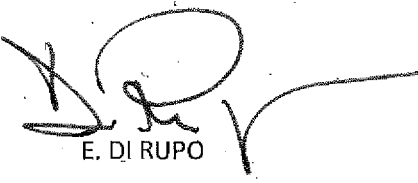
2. La Belgique peut communiquer les mêmes informations à l'appui de procédures d'ajustement fondées sur des conditions préalables similaires, pour autant que la Belgique présente les informations spécifiques requises la concernant conformément au paragraphe 1.

3. La Belgique recalcule les émissions ajustées afin de garantir, dans la mesure du possible, la cohérence des séries chronologiques pour chaque année faisant l'objet d'un ou de plusieurs ajustements.

24 AVR. 2020

Vu pour être annexé à l'accord de coopération du (...) entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de plusieurs dispositions de la Directive 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE.

Pour l'État fédéral,	Voor de Federale Staat,
Le Premier Ministre,	De Eerste Minister,
 S. WILMES	
La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,	De Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,
 M.-C. MARGHEM	
Pour la Région flamande,	Voor het Vlaamse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,	De Minister-President van de Vlaamse Regering,
 J. JAMBON	

La Ministre flamande de la Justice et de l'Application de la loi, de l'Environnement, de l'Energie et du Tourisme,	De Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,
 Z. DEMIR	
Pour la Région wallonne,	Voor het Waalse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,	De Minister-President van de Waalse Regering,
 E. DI RUPO	
La Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,	De Waalse Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Ruraliteit en Dierenwelzijn,
 C. TELLIER	
Pour la Région de Bruxelles-Capitale,	Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
 R. VERVOORT	

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

BIJLAGE II: AANPASSING VAN DE NATIONALE EMISSIE-INVENTARISSEN

1. Als België een aanpassing van zijn nationale emissie-inventaris voorstelt in overeenstemming met artikel 10, voegt het bij zijn voorstel aan de Commissie ten minste de volgende ondersteunende documenten:

- a) bewijs dat de betreffende nationale emissiereductieverbintenis(sen) is/zijn overschreden;
- b) bewijs van de mate waarin de aanpassing van de emissie-inventaris de overschrijding vermindert en bijdraagt aan de naleving van de desbetreffende nationale emissiereductieverbintenis(sen);
- c) een beoordeling van de vraag of en wanneer naar verwachting aan de desbetreffende nationale emissiereductieverbintenis(sen) zal zijn voldaan op basis van de nationale emissieprognoses zonder de aanpassing;
- d) bewijs dat de aanpassing overeenkomt met een of meer van de drie onderstaande omstandigheden. Daarbij kan in voorkomend geval worden verwezen naar relevante eerdere aanpassingen:
 - i) in het geval van nieuwe emissiebroncategorieën:
 - bewijs dat de nieuwe emissiebroncategorie is erkend in de wetenschappelijke literatuur en/of in het EMEP/EEA-richtsnoer;
 - bewijs dat deze broncategorie niet was opgenomen in de relevante historische nationale emissie-inventaris op het moment dat de emissiereductieverbintenis werd vastgesteld;
 - bewijs dat de emissies van nieuwe broncategorieën ertoe bijdragen dat België niet kan voldoen aan zijn emissiereductieverbintenissen, en dat wordt gestaafd door een gedetailleerde beschrijving van de methoden, gegevens en emissiefactoren die zijn gebruikt om tot die conclusie te komen;
 - ii) in het geval van significant verschillende emissiefactoren die zijn gebruikt voor het bepalen van de emissies van specifieke broncategorieën:

- een omschrijving van de oorspronkelijke emissiefactoren, waaronder een nauwkeurige omschrijving van de wetenschappelijke grondslag waar de emissiefactor van is afgeleid;
- bewijs dat de oorspronkelijke emissiefactoren zijn gebruikt voor het bepalen van de emissiereducties op het moment dat deze werden vastgesteld;
- een omschrijving van de geactualiseerde emissiefactoren, met inbegrip van nauwkeurige informatie over de wetenschappelijke grondslag waar de emissiefactor van is afgeleid;
- een vergelijking tussen de emissieramingen die zijn gemaakt met behulp van de oorspronkelijke en de geactualiseerde emissiefactoren, waaruit blijkt dat België mede als gevolg van de wijziging in de emissiefactoren niet aan zijn reductieverbindenissen kan voldoen;
- de overwegingen die ten grondslag liggen aan het besluit of de veranderingen in de emissiefactoren al dan niet significant zijn;

iii) in het geval van significant verschillende methoden die worden gebruikt voor het bepalen van de emissies van specifieke broncategorieën:

- een omschrijving van de oorspronkelijk gebruikte methoden, met inbegrip van nauwkeurige informatie over de wetenschappelijke grondslag waar de emissiefactor van is afgeleid;
- bewijs dat de oorspronkelijke methoden zijn gebruikt voor het bepalen van de emissiereducties op het moment dat deze werden vastgesteld;
- een omschrijving van de gebruikte geactualiseerde methoden, met inbegrip van een nauwkeurige omschrijving van de wetenschappelijke grondslag of referentie waarvan deze is afgeleid;
- een vergelijking tussen de emissieramingen die zijn gemaakt met behulp van de oorspronkelijke en de geactualiseerde methoden, waaruit blijkt dat België mede als gevolg van de wijziging in de methoden niet aan zijn reductieverbindenissen kan voldoen;
- de overwegingen die ten grondslag liggen aan het besluit of de verandering in de methoden al dan niet significant is.

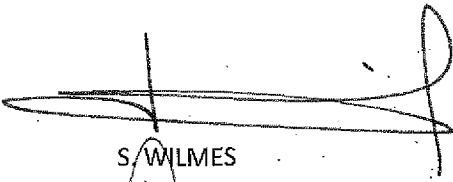
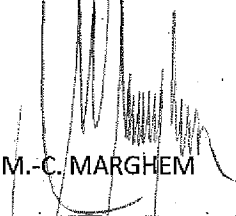
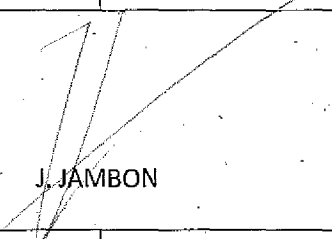
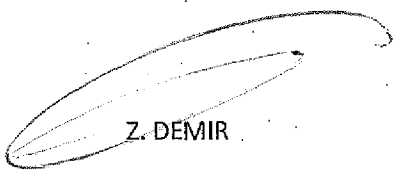
2. België kan dezelfde ondersteunende informatie indienen voor aanpassingsprocedures die zijn gebaseerd op vergelijkbare voorwaarden, mits België de verzochte individuele landenspecifieke informatie verstrekt als vervat in lid 1.

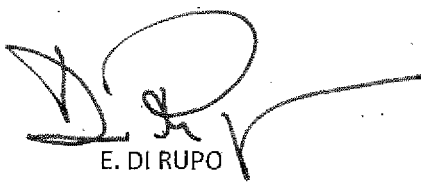
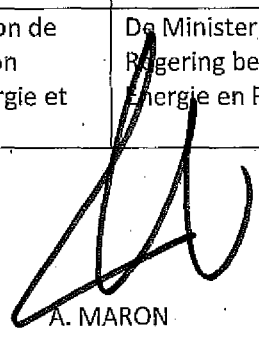
3. België maakt een herberekening van de aangepaste emissies om zo veel mogelijk te zorgen voor consistentie van de tijdreeksen voor elk jaar dat de aanpassing(en) word(t)en toegepast.

24 april 2020

Gezien om gevoegd te worden bij het samenwerkingsakkoord van (...) tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de uitvoering van een aantal bepalingen van Richtlijn 2016/2284 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de vermindering van de nationale emissies van bepaalde

luchtverontreinigende stoffen, tot wijziging van Richtlijn 2003/35/EG en tot intrekking van Richtlijn 2001/81/EG

Pour l'État fédéral,	Voor de Federale Staat,
Le Premier Ministre,	De Eerste Minister,
 S. WILMES	
La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,	De Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,
 M.-C. MARGHEM	
Pour la Région flamande,	Voor het Vlaamse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,	De Minister-President van de Vlaamse Regering,
 J. JAMBON	
La Ministre flamande de la Justice et de l'Application de la loi, de l'Environnement, de l'Energie et du Tourisme,	De Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,
 Z. DEMIR	

Pour la Région wallonne,	Voor het Waalse Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,	De Minister-President van de Waalse Regering,
 E. DI RUPO	
La Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,	De Waalse Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Ruraliteit en Dierenwelzijn,
 C. TELLIER	
Pour la Région de Bruxelles-Capitale,	Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
 R. VERVOORT	
Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative,	De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,
 A. MARON	